

Pour une campagne présidentielle anticapitaliste et révolutionnaire, donnant aux luttes une expression politique indépendante

Proposition de motion « démarche présidentielle » pour 2012 pour la Conférence nationale

Ce texte est une version amendée et complétée de la motion initialement préparée par Jean-François (P2) et Yvan (gauche de la PI) pour le CPN des 15-16 mai. Face à la décision des camarades de la P2 et de la gauche de la PI de ne pas soumettre leur texte à la discussion et de le retirer au profit de la motion commune avec une partie de la PI (Christine et Sandra), une première version de ce texte amendé a été soumise au vote dès le CPN (parue dans Info CE le 18 mai). La présente version définitive pour la Conférence nationale ajoute une introduction et quelques amendements supplémentaires.

La crise que traverse notre parti, relancée de plus bel par la décision d' Olivier de ne pas se présenter en 2012, va au-delà de la seule question électorale. Elle impose d'urgence la reprise de la discussion sur le projet politique et le type de parti que nous voulons : un parti de la « gauche de la gauche », suiviste à l'égard du Front de gauche, ou un parti anticapitaliste et révolutionnaire, anti-impérialiste et internationaliste, se construisant par une intervention en profondeur au sein de la classe ouvrière et de ses luttes ? Cette discussion doit se mener dans tout le parti et permettre de clarifier les ambiguïtés du projet fondateur. Se contenter de maintenir l'état actuel des choses et de présenter une candidature propre serait insuffisant et ne permettrait pas de relancer la dynamique du parti, alors que la situation y est favorable : poursuite de la crise capitaliste, luttes nombreuses quoique dispersées, processus révolutionnaires dans les pays arabes, impressionnante mobilisation en Espagne, etc. C'est en partant de cette analyse générale que nous faisons les propositions suivantes pour les présidentielles.

La crise économique et financière loin de connaître une issue comme font semblant de la croire les gouvernements s'aggrave. Leur politique d'aide aux banques et au patronat ne cesse de creuser les déficits, la crise de la dette s'approfondit avec pour la population la rigueur et l'austérité. Le chômage et la précarité ne cessent de croître, les prix grimpent. Les nouveaux cadeaux fiscaux de Sarkozy aux riches s'accompagnent du blocage de nos salaires, de nouvelles attaques contre nos services publics en particulier dans la santé et l'éducation.

La politique des classes dominantes et de leurs États entraîne un recul social sans précédent. Elle est responsable de la catastrophe nucléaire au Japon, nucléaire dont Sarkozy se fait ici le champion au nom d'Areva. Responsable aussi de la guerre en Afghanistan comme en Lybie où, sous couvert de lutte contre le terrorisme ou pour la démocratie, les grandes puissances dont la France défendent leur domination sur le monde, leur droit à piller les peuples. Elle bafoue le droit des peuples et la démocratie, flatte le racisme et la xénophobie, créant ainsi un terreau favorable aux idées populistes et d'extrême-droite.

Face à cette offensive globale contre les travailleurs et les peuples, le mouvement de l'automne contre la réforme des retraites, les mobilisations des travailleurs grecs, portugais ou anglais montrent la voie en résonance avec la vague de révolutions dans le monde arabe qui ébranle les dictatures et le pouvoir des possédants et des riches, amis des multinationales.

Dans ce contexte, les prochaines échéances électorales de 2012, la présidentielle et les législatives, seront l'occasion de défendre les aspirations et les exigences qui s'expriment à travers les révoltes ouvrières et populaires. Elles seront pour nous, exploités et opprimés, un encouragement à nous organiser, à nous mobiliser pour faire respecter nos droits, imposer nos exigences, contester la mainmise du capital sur la société et l'Etat pour exiger le droit de décider et de contrôler la vie sociale et économique.

Face à l'appauvrissement d'une large partie de la population, nous voulons défendre un programme de transition qui réponde aux besoins de la situation : construire l'unité d'action du monde du travail et de la

jeunesse, affirmer notre refus de payer les frais de leur crise, contester le droit des capitalistes à sacrifier nos vies pour leurs profits :

- Augmentation des revenus de 300 euros, avec un minimum de 1500 euros nets pour toutes et tous, que l'on soit au chômage, en activité ou à la retraite, échelle mobile des salaires,
- Aucun licenciement jusqu'à l'interdiction des licenciements et répartition du travail afin de garantir à toutes et tous un emploi et un salaire, travailler moins pour travailler tous ; lorsqu'un patron veut fermer un site de production ou une entreprise, il faut lutter avec la perspective d'aller jusqu'à l'occuper, la mettre sous le contrôle des travailleurs et exiger son expropriation par l'Etat, sans rachat ni indemnisation ; arrêt des suppressions de postes et recrutement au statut de tous les personnels nécessaires dans la fonction publique à partir des besoins établis par les travailleurs eux-mêmes ; titularisation de tous les précaires dans la Fonction Publique, un CDI pour toutes et tous dans le privé, interdiction du travail précaire ;
- Annulation de toutes les lois contre nos retraites adoptées depuis 1993, pour les 37,5 annuités et la retraite à 60 ans à taux plein,
- Défense et développement des services publics pour mettre fin à la politique de privatisation,
- Abrogation de toutes les lois et dispositions racistes et discriminatoires à l'égard des immigrés, régularisation de tous les sans-papiers, et mise en place de mesures contraignantes pour imposer sans délais l'égalité entre français et immigrés dans tous les domaines.
- Mesures contraignantes pour imposer l'égalité hommes/femmes dans tous les domaines, notamment en matière d'emploi et de salaires ; arrêt des fermetures des centres d'IVG et de toutes les mesures visant la remise en question du droit à l'avortement ; égalité des droits, droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels.

La mise en œuvre de ces mesures d'urgence nécessite de construire un autre rapport de force, aider à faire converger les luttes, pour aller vers un mouvement d'ensemble, la grève générale. Elle implique d'exproprier les entreprises du CAC 40 sans indemnité ni rachat et de les nationaliser sous contrôle ouvrier, car ce sont elles qui dominent le pays et sont les principales exploiteuses des travailleurs et des peuples. Cela signifie l'annulation de la dette publique, la nationalisation et l'unification des banques dans un même organisme sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Nous voulons dans cette campagne être les porte-parole des luttes des salariés. Nous faire aussi l'écho des révolutions dans les pays arabes pour montrer que seule l'intervention directe des masses opprimées peut changer radicalement le rapport de forces par des grèves et des luttes de masses, refuser ce système et le renverser.

Le programme que nous voulons défendre pose la question de qui dirige, la question du pouvoir. Nous devons dire clairement dans notre propagande que seul un gouvernement des travailleurs issu des luttes et reposant sur leurs organismes d'auto-organisation serait à même de prendre de telles mesures remettant en cause le pouvoir politique et économique des classes dominantes pour changer réellement la société, vers le communisme, la société sans classes et sans État.

Un tel gouvernement romprait avec les institutions de la Ve République et de l'Union européenne inscrirait sa politique dans la perspective de la construction d'une Europe révolutionnaire et socialiste des travailleurs et des peuples, et se déclarerait solidaires avec les processus révolutionnaires arabes en cours actuellement et contre toute intervention impérialiste. Face à la crise écologique, il exproprierait les trusts du nucléaire (EDF, Areva...) et mettrait en œuvre une politique pour sortir de toute urgence du nucléaire et développer de façon planifiée les énergies renouvelables.

Pour la classe dominante, l'enjeu des élections de 2012 est de tenter de redonner un nouveau souffle au pouvoir. Si Sarkozy venait à l'emporter, ce serait un encouragement à continuer sa politique antisociale. Si le Parti socialiste l'emportait, et quel que soit son candidat, ce serait pour poursuivre tout autant l'offensive contre les salariés dans la continuité de ce qui se déroule en Grèce, en Espagne ou au Portugal. La position du PS de soutien à l'intervention en Libye, y compris au sol, et ses liens passés avec le

pouvoir de Ben Ali, montrent que celui-ci n'a rien à envier à la droite concernant les rapports impérialistes de la France.

Le FN flatte le rejet de la droite et de la gauche pour prétendre représenter les classes populaires, mais en réalité il ne cherche qu'à les diviser pour mieux les attaquer et servir les classes dominantes. Il se nourrit de la crise, des surenchères racistes et anti-immigrés, des déceptions nées de l'alternance entre gauche et droite. Le combattre, c'est engager la mobilisation pour l'urgence sociale et démocratique.

Contre la droite et l'extrême-droite populiste, face à la gauche libérale intégrée au système, face aux directions syndicales qui collaborent avec le patronat et le gouvernement et principales responsables de la défaite revendicative de l'automne, nous voulons contribuer à l'émergence d'une opposition ouvrière et populaire qui défende la perspective d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme.

Les discussions engagées depuis le dernier CPN montrent que les ambiguïtés des antilibéraux en particulier du Front de gauche qui prétendent pousser à gauche le Parti socialiste et mener leurs réformes dans le cadre d'une nouvelle majorité, aux présidentielles comme aux législatives, ne peuvent se concilier avec une réelle politique répondant aux besoins du monde du travail.

En revanche, il n'a pas été possible d'entamer une discussion avec Lutte ouvrière qui a refusé d'être mise sur le même plan que le Front de gauche et critiqué le contenu flou et ambigu de notre courrier. Or l'orientation que nous proposons ici rend possible et nécessaire une nouvelle démarche à l'égard de LO en vue de candidatures communes à la présidentielle et aux législatives. C'est ainsi que nous pouvons éviter la dispersion des voix anticapitalistes face au PS et au Front de gauche et continuer de défendre notre politique de regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires — tout en permettant bien sûr l'expression propre de notre parti dans le cadre d'un accord électoral, comme pour l'ex-LCR en 1999 et 2004.

Pour les législatives, nous lancerons des listes indépendantes du PS et du Front de gauche qui intègrent des militants syndicaux lutte des classe, des travailleurSEs et des jeunes en lutte et radicalisé-e-s.

Nous devons convaincre le maximum de jeunes, de travailleuses et de travailleurs, la grande masse des exploitésEs et des opprimésEs que voter pour une candidature anticapitaliste assumant pleinement son projet un moyen parmi d'autres de marquer son rejet du système actuel tout en redonnant espoir à notre camp social. Mais nous devons surtout les convaincre qu'il est nécessaire d'organiser notre camp syndicalement, politiquement et dans des comités de lutte de toutes sortes, car les véritables conquêtes ne peuvent être obtenues dans les élections, mais seulement par la lutte de classes directe.

À défaut d'un accord avec LO, le NPA présenterait sa ou son propre candidatE, ce qui suppose de lancer dès maintenant la collecte de signatures.

Le choix définitif entre les deux possibilités et, le cas échéant, le choix du candidat ou de la candidate du NPA seront pris à l'occasion de la conférence nationale en juin, qui rassemblera les délégué-e-s élu-e-s par les AG électives selon le même dispositif que pour le congrès.

L'objectif est de nous rassembler, et de nous mobiliser pour porter nos idées et perspectives, les axes de notre campagne tant dans les combats quotidiens, sur tous les terrains d'interventions (les entreprises, les quartiers, la jeunesse), que dans les futures échéances électorales.

Nous voulons faire de cette campagne électorale, présidentielle, puis législative, une campagne de construction dans la perspective des luttes et mobilisations à venir.

Claude (comité de Commercy, Meuse), Daniela (CPN, P4/CCR, Saint-Ouen), Ludivine (CPN, P4/TC, Paris), Ludovic (CPN, P4/TC, Nanterre 92 nord/ENS Paris), Manu (CPN, P4/CCR, Chartres), Marie (CPN, P4/TC, Paris), Vincent (CPN, P4/CCR, Mulhouse).